

# Nouvelles tensions entre le gouvernement et l'état major en Turquie.

lundi 29 juin 2009, par [Jean Marcou](#)

Le quotidien « Taraf » a encore une fois épinglé l'armée sans ménagement, dans son édition du 12 juin dernier, en révélant un nouveau complot contre le gouvernement. Ce dernier résulterait essentiellement d'un document intitulé « Plan d'action pour combattre la réaction » qui aurait été soumis à l'état major en avril 2009. Par une série d'actions de propagande, ce plan aurait visé à discréditer, tant le parti au pouvoir, que la confrérie de Fetullah Gülen. Saisi par la police chez Serdar Öztürk, l'avocat de Dursun Çiçek, un colonel à la retraite arrêté au début de l'année, le document constituerait une nouvelle tentative de riposte de l'establishment aux actions judiciaires menées contre des militaires dans le cadre de l'affaire « Ergenekon ». En demandant à voir le document en question, un procureur militaire, immédiatement saisi, a néanmoins rejeté l'hypothèse de son authenticité. Mais tant ce rejet que les dénégations de l'état major n'ont pas été très convaincantes jusqu'à présent et la publication de « Taraf » a donc relancé, pendant le week-end, les polémiques sur la place tenue par l'armée dans le système politique turc.

Dans une interview au quotidien pro-gouvernemental « Zaman » de dimanche, Mithat Sancar, professeur à la faculté de droit de l'Université d'Ankara, connu en particulier pour ses analyses mettant en cause les tabous de l'histoire officielle, estime que si ce document est vrai, il montre que l'armée a une véritable stratégie pour répondre à l'affaire « Ergenekon » et défendre ses propres membres. Selon lui, cette nouvelle péripétie indique que l'armée n'a pas renoncé à faire pression sur les instances politiques et judiciaires dans ce pays. Par ailleurs, d'autres commentateurs ont vu dans certaines des actions planifiées (en particulier celles qui cherchent à faire passer les réseaux de Fetullah Gülen pour une organisation terroriste), des pratiques de déstabilisation qui rappellent étrangement celles qui, par le passé, ont précédé des interventions militaires.

Le gouvernement, pour sa part, a fait connaître son insatisfaction quant aux explications fournies par la hiérarchie militaire et annoncé qu'il se réservait le droit d'engager les poursuites appropriées. En attendant, le 16 juin 2009, Recep Tayyip Erdoğan a rencontré, Ilker Başbuğ, le chef d'Etat major en personne, mais ce tête-à-tête n'a pas donné lieu à la publication d'une déclaration officielle. L'enquête sur l'authentification du document sera donc déterminante. Et si sa véracité est prouvée, sa diffusion constituera un nouveau coup dur pour l'armée.

Il est important d'observer que cet événement, qui met en cause les réseaux Fetullah Gülen, intervient alors qu'en avril-mai dernier, les conflits politiques sous-jacents derrière l'affaire « Ergenekon » avaient été à nouveau sur la sellette suite aux investigations lancées contre l'Association de soutien à une vie contemporaine de Türkan Saylan, dont le décès, le 18 mai 2009, avait donné lieu à des manifestations laïques importantes. À bien des égards, cette ONG laïque, qui s'attache notamment à promouvoir l'éducation des jeunes filles de milieux défavorisées, était alors apparue comme une rivale concurrente des réseaux de Fetullah Gülen. En décembre dernier, le rapport de Binnaz Toprak « Être différent en Turquie », rendant compte d'une enquête menée dans le cadre de l'Open Civil Society Institute, avait insisté sur le rôle joué par ces réseaux dans la transformation de la société turque afin notamment de montrer les pressions que subiraient désormais les laïques ou les minorités pour se conformer à des pratiques religieuses conservatrices. Abondamment critiqué par les milieux pro-gouvernementaux et libéraux avant de faire l'objet plus récemment d'une sorte de contre-enquête, ce rapport avait provoqué une vive polémique.

Il est également intéressant de voir que la révélation du « plan d'action pour combattre la réaction » place une nouvelle fois le quotidien « Taraf » au cœur du débat politique. Créé en novembre 2007 par le

romancier Mehmet Altan, on sait que ce journal atypique est rapidement devenu la bête noire de l'état major en publiant des documents gênants et en dénonçant les pressions politiques exercées par les militaires. Le quotidien apparaît ainsi en Turquie comme le porte-parole des milieux dits « libéraux », c'est-à-dire de courants essentiellement intellectuels, qui sans militer à l'AKP, estiment que le vote majoritaire des électeurs pour ce parti, lors des dernières consultations nationales, doit être respecté et que l'expérience politique en cours peut permettre de démilitariser le système pour en faire une démocratie et un Etat de droit véritables.

Pourtant, en dehors même des cercles laïques les plus traditionnels, certains mettent en cause le rôle joué par « Taraf », dans la lutte incessante que l'establishment et le gouvernement se livrent depuis les dernières législatives. Il est vrai que, depuis sa création « Taraf », n'a pas fait dans la dentelle, en se retrouvant plusieurs fois directement opposé à l'état major et en apparaissant de fait comme un acteur politique majeur de la confrontation en cours. Dans une transition politique comme celle que vit la Turquie actuellement, le rôle de la presse est à prendre en considération autant que celui des institutions politiques officielles. On se souvient que la presse, et en particulier le groupe Doğan, avait joué un rôle particulièrement important dans le « déboulonnage » du gouvernement Erbakan, en 1997. L'action entreprise par « Taraf » est-elle ainsi la réponse du berger à la bergère ? La querelle Erdoğan-Doğan, lancée à l'automne dernier après les révélations du scandale « Deniz Feneri » et de ses suites, ont bien montré que la polarisation politique concernait, voire traversait désormais la presse et les médias. « Taraf » échappe-t-il à ce phénomène de polarisation ou en est-il devenu l'un des acteurs ?

---

## Sources

Article publié le 16 juin 2009 sur le blog de l'OVIPoT sous le titre « [Nouvelles tensions entre le gouvernement et l'état major en Turquie.](#) »